



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Association Informatique Plus - Chantier d'insertion Numérique @ Work - Subvention - Convention - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, insertion par l'économie et développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM).

Il s'agit d'un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2020. L'enjeu majeur et global du PODEM est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi, partenariale et renouvelée, selon les trois grands axes suivants :

- mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique,
- organiser des parcours d'insertion vers l'emploi et l'entrepreneuriat,
- coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires notamment du contrat de ville soutiennent des opérateurs associatifs dont « Informatique Plus » pour la réalisation de chantiers d'insertion sur le territoire de la Métropole.

Créée en avril 2002, l'association Informatique Plus a pour objet social de faciliter l'insertion de personnes « sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières ». Pour cela, elle s'appuie sur un chantier d'insertion se déroulant sur les communes de Castries et de Montpellier dont l'activité est centrée sur la récupération d'ordinateurs inutilisés, auprès d'acteurs divers (administrations, associations, entreprises, particuliers...) en vue de les reconditionner puis commercialiser à prix modéré ou céder gratuitement à des associations d'utilité sociale (sportives, culturelles, ...) et/ou à un public démuné.

En novembre 2016, l'association a lancé à titre expérimental un nouveau chantier d'Insertion intitulé « Numérique @ Work » qui fonctionne comme « agence de communication solidaire » (création de sites web, conception et réalisation multimédia, ...).

Cette activité constitue un support permettant à l'association de créer 12 postes de travail sur une période de 12 mois. Chaque poste pourra bénéficier à une voire deux personnes (recrutement en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion pour une durée de 6 mois avec possibilité de renouvellement).

Ce chantier vise à pré-qualifier dans les métiers du numérique des personnes éloignées de l'emploi notamment en ciblant des jeunes issus des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV) tout en préservant une mixité dans les profils des bénéficiaires de l'action (objectif de 5 postes au minimum). C'est pour cela que l'action se déroule dans le quartier Petit-Bard Pergola.

Ce chantier est également complémentaire aux offres de formation existantes (Grandes Ecoles du Numérique, Programme Régional Qualifiant...) dont il a vocation à être une première étape de parcours d'insertion s'adressant plutôt à des personnes très éloignées de l'emploi.

L'association Informatique Plus assure la maîtrise d'œuvre de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative et financière.

A l'issue du chantier, sur les 17 salariés qui ont intégrés l'action (dont 11 jeunes et 8 des quartiers prioritaires), 14 personnes soit 82% sont sorties pour motif dynamique :

- 6 en emplois durables (CDI ou CDD > 6 mois) : 3 jeunes QPV, 1 jeune TH, 2 RSA
- 1 sortie de transition (CDD < 6 mois) : 1 jeune QPV
- 7 sorties positives (5 formations qualifiantes et 2 contrats aidés) : 3 jeunes dont 1 QPV, 4 RSA dont 1 TH, 1 RSA QPV

Dans une perspective de reconduction du chantier, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 25 000 euros sur un budget prévisionnel total de 272 895 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE), de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 167 823 € de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) ;
- 30 000 € de la DDCS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale) ;
- 30 000 € du Conseil Départemental de l'Hérault ;
- 25 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 18 000 € de prestations de services ;
- 2072 € autres recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Informatique Plus, une subvention de 25 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion et d'utilité sociale « Numérique @ Work », sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018, chapitre 936 ;
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme.
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.